

22/03/2012



## **Conseil de gouvernement du jeudi 22 Mars 2012**



### **M. Benkirane souligne la cohésion et l'efficacité de l'action gouvernementale**

Le chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a insisté jeudi, en conseil de gouvernement, sur la cohésion et l'efficacité de l'action gouvernementale et l'esprit positif qui imprègne les relations entre les membres du cabinet et ses différentes composantes.

Au début ce conseil, M. Benkirane a indiqué qu'un tel climat a permis de gérer les différences et de les surmonter pour servir au mieux l'intérêt général, a affirmé le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, lors d'un point de presse.

Le Conseil a, ensuite, écouté un exposé du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, Saad Dine El Otmani, sur le dernier round des pourparlers informels sur le Sahara marocain qui se sont tenus du 11 au 13 mars à Manhasset.

Le ministre a fait état de progrès réalisés sur le volet humain concernant notamment l'intensification du processus d'échanges de visites familiales et des opérations de déminage.

M. El Otmani a évoqué, dans le même sillage, les visites officielles qu'il a effectuées aux Etats Unis d'Amérique et en République de Turquie, indiquant avoir eu plusieurs entretiens avec des responsables à la Maison Blanche et au département d'Etat.

Ces entretiens, a-t-il rappelé, ont débouché sur la conclusion d'un accord sur le renforcement de la coopération dans le domaine économique et le développement des opportunités de partenariat entre les hommes d'affaires marocains et américains.

Concernant sa visite en Turquie, il a signalé que les deux parties sont convenues de réviser et de développer l'accord de libre-échange, d'intensifier les investissements turcs au Maroc et de renforcer le programme de coopération triangulaire entre le Maroc, la Turquie et les pays africains.

Le Conseil a suivi un exposé du ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration sur la stratégie escomptée dans ce domaine vital.

Le ministre y a mis l'accent sur l'impératif d'une nouvelle approche visant à mettre le citoyen et l'entreprise au centre de cette stratégie et à adopter une politique horizontale et intégrée capable de transcender les limites de l'approche sectorielle.

Cette nouvelle démarche ambitionne d'atteindre trois objectifs. Le premier consiste à rétablir la confiance entre l'administration et le citoyen, améliorer la qualité des services et soutenir la politique de proximité. Le deuxième vise à favoriser la mise à niveau de l'administration pour lui permettre de renforcer la compétitivité de l'économie nationale, promouvoir la croissance et impulser l'investissement. Le troisième préconise de consacrer les principes de bonne gouvernance dans la gestion publique et d'assurer la corrélation entre responsabilité et reddition des comptes, tout en instituant l'obligation de résultats.

### **Adoption d'un projet de loi et de deux conventions internationales**

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de loi relative aux indemnisations des accidents de travail et deux conventions internationales.

Le projet de loi, présenté par le ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, a pour objectif de renforcer la protection sociale des victimes des accidents de travail ou des ayants-droit en cas de décès, puisque le texte garantit les dépenses, les indemnisations et des prestations de santé et sociales diversifiées et complémentaires pour les dommages en rapport aux risques professionnels, a expliqué le

ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi.

Quelque 58 mille dossiers d'indemnisation sont actuellement étudiés par ce département, a indiqué M. El Khalfi, lors d'un point de presse au terme de la réunion du Conseil.

D'autre part, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération a fait un exposé sur la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, signée à Londres le 13 février 2004, qui tend à prévenir, réduire au minimum et, en dernier ressort, éliminer les risques pour l'environnement, la santé humaine, les biens et les ressources dus au transfert d'organismes aquatiques nuisibles et d'agents pathogènes, grâce au contrôle et à la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires.

La convention, qui comporte des dispositions relatives au contrôle et à la délivrance de certificats aux navires, est d'une importance majeure pour le Royaume au regard de sa stratégie portuaire, qui en a fait un hub international suite à la construction de Tanger-Med et la modernisation d'autres ports.

La deuxième convention se rapporte au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, paraphé le 29 octobre 2010 à Nagoya (Japon).

L'objectif du Protocole, présenté par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, est le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment grâce à un accès satisfaisant aux ressources génétiques et à un transfert approprié des technologies pertinentes, compte tenu de tous les droits sur ces ressources et aux technologies et grâce à un financement adéquat, contribuant ainsi à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

La convention revêt une grande importance pour les pays en développement, du fait que les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques et des applications et de la commercialisation subséquentes sont partagés de manière juste et équitable entre les pays développés et la Partie qui fournit lesdites ressources (pays d'origine).

### **Le gouvernement entend promulguer une loi réglementant le droit de grève**

Le gouvernement entend promulguer une loi réglementant le droit de grève qui sera l'aboutissement d'un dialogue avec les différentes parties concernées et ce, en adéquation avec les normes internationales relatives à l'exercice de la liberté syndicale, a annoncé, jeudi, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi.

La réglementation du droit de grève est indissociable de la continuité du service public, a affirmé le ministre lors d'un point de presse à l'issue du conseil du gouvernement, rappelant que l'article 154 de la Constitution dispose que "les services publics sont organisés sur la base de l'égal accès des citoyennes et citoyens, de la couverture équitable du territoire national et de la continuité des prestations. Ils sont soumis aux normes de qualité, de transparence, de reddition des comptes et de responsabilité, et sont régis par les principes et valeurs démocratiques consacrés par la Constitution".

Il a affirmé que le gouvernement est convaincu de l'impossibilité de continuer à exercer le droit de grève tout en bénéficiant de la rémunération pour les jours de débrayage, estimant qu'une telle situation s'avère d'autant plus paradoxale lorsque la grève a des répercussions négatives sur les intérêts des citoyens.

### **La lutte contre l'économie de rente se fera à travers un régime de licences basé sur la transparence et l'égalité**

Le gouvernement s'attèle à la lutte contre l'économie de rente à travers notamment la mise en place d'un régime de licences fondé sur la transparence et l'égalité des chances, a souligné, jeudi, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi.

C'est dans cette optique que le ministère de l'Équipement et du Transport a annoncé la libéralisation des agréments des transports touristique, scolaire et des employés pour les soumettre désormais à un cahier de charges contractuel, a indiqué M. El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

Il a, par ailleurs, précisé que la commission paritaire de la presse écrite (CPPE) a convenu du principe de publier la liste des journaux ayant bénéficié de la subvention de l'Etat au cours des dernières années, tout en spécifiant les critères retenus pour l'octroi d'un tel soutien et les attributions de ladite commission.

La commission, qui s'est réunie vendredi en présence des représentants des départements gouvernementaux concernés et de la Fédération marocaine des éditeurs de journaux, a procédé à l'examen des dossiers en suspens au titre des années 2009, 2010 et 2012, d'un dossier-type pour solliciter le numéro accordé par la commission paritaire de la presse écrite, outre l'examen des dossiers pour l'obtention du numéro auprès de la commission au titre de l'année 2012.